

INSÉCURITÉ AU SAHEL

Les institutions de microfinance sous pression



CONTEXTE

Les pays sahéliens tels que le Burkina, le Mali et le Niger sont confrontés simultanément à plusieurs crises : une crise sécuritaire, une crise alimentaire et maintenant, une crise sanitaire.

Les effets redoutés de la pandémie du coronavirus sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) viennent ainsi aggraver une situation déjà tendue dans la région.

Dans les pays touchés par la crise sécuritaire depuis la chute du régime libyen de Kadhafi en 2011, les budgets des États continuent d'être sous pression. Les gouvernements sont confrontés à des arbitrages budgétaires difficiles – voire impossibles – entre les urgences sécuritaires, sanitaires et alimentaires. La compétition pour les ressources va augmenter entre les secteurs liés à l'urgence sanitaire et ceux liés à l'aide alimentaire. Par ailleurs, les partenaires au développement font face à de nombreux défis liés à la coordination et à l'alignement de leurs politiques..

Les pays sahéliens restent confrontés à l'insécurité sur un large pan de leur territoire – en raison de la circulation illicite des armes légères, la recrudescence du crime organisé et la radicalisation des groupes armés proches des milieux islamistes.

Ces groupes ne cessent de perpétrer des attaques meurtrières générant un exode massif des populations dans la région.

Pour la plupart des experts, la fin de l'insécurité dans le Sahel est étroitement liée au règlement de la crise en Libye mais aussi à la lutte contre les inégalités sociales au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Pour tout dire, développement local rime avec stabilité.

Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, SOS Faim travaille avec plusieurs systèmes financiers décentralisés qui sont affectés par l'insécurité qui règne dans leur environnement de travail.

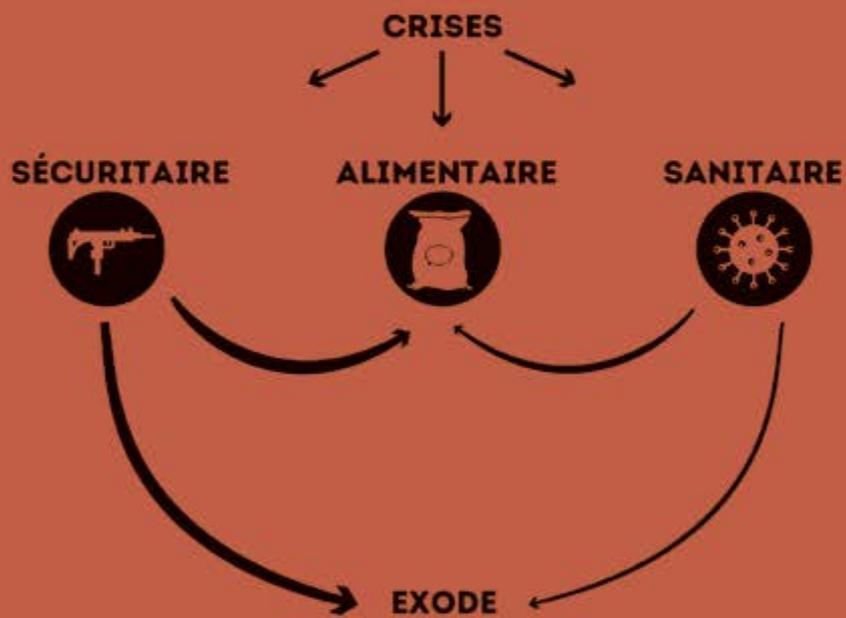
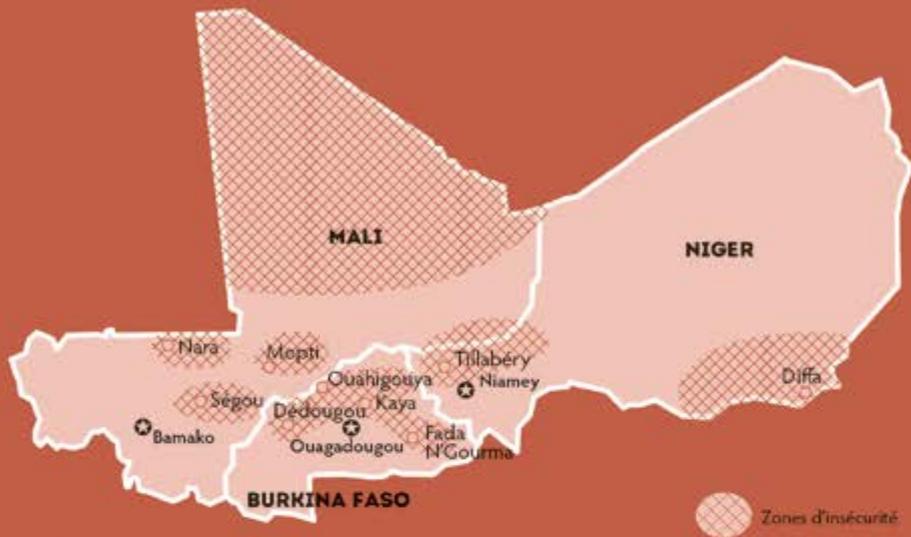
| Au Burkina, en raison de l'insécurité, l'état d'urgence a été proclamé depuis début 2019 dans 14 provinces des régions de l'Est, du Sahel, de la Boucle du Mouhoun, du Centre Est, du Nord et des Hauts-Bassins.

| Au Niger, les régions les plus touchées par l'insécurité sont celles de Diffa et Tillabéry.

| Et au Mali, c'est le Nord qui a été touché en premier, mais la situation s'est étendue au centre (Mopti et Ségou) et à la frontière avec la Mauritanie (Nara).

Pour la plupart des experts, la fin de l'insécurité dans le Sahel est étroitement liée au règlement de la crise en Libye mais aussi à la lutte contre les inégalités sociales au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

LE SAHEL FACE AUX CRISES



TÉMOIGNAGES DU TERRAIN

Une enquête sur la façon dont ils sont affectés, mais également sur leur résilience a permis de collecter les avis de 2 associations professionnelles de microfinance (Mali et Niger) et de 9 systèmes financiers décentralisés (SFD) dans les 3 pays.

DES CONSTANTES DANS LES CONSÉQUENCES DE L'INSÉCURITÉ :

Des fermetures d'agences ou d'antennes, avec des réductions de personnel.

Plusieurs SFD mentionnent ainsi qu'ils ont été amenés à quitter des zones de travail en raison de problèmes d'insécurité.

Au Mali, c'est le cas notamment de SORO YI-RIWASO qui a dû fermer trois zones de travail dans la région de Mopti avec comme conséquence une diminution de 77% des octrois de crédits et de 60% du nombre de clients dans la région.

De son côté, KONDO JIGIMA a fermé 4 caisses (Douentza, Bankass, Djenné et Sofara) et son activité a été affectée de manière générale dans la région de Mopti et à Nara.

Au Burkina, l'Association de Promotion de la Finance Inclusive (APFI) a eu 40% de son portefeuille touché avec la disparition de 32 villages vidés de leur population (réfugiés internes) et une perte de 300 millions de FCFA (457.347 €) de crédits en cours. Et une diminution de 60% des volumes d'épargne collectés.

Enfin, l'Union des Baoré Tradition d'Epargne et de Crédit (UBTEC) a fermé 3 agences sur 25 suite à des attaques terroristes (Koumbri, Sima, Pobé Mengao) et son agence de Ouahigouya a été cambriolée (32 millions FCFA soit 48.784 € volés).

Au Niger, la Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit GOMNI-KA de Tillabéri a suspendu ses activités de promotion et de sensibilisation, le suivi et le recouvrement des crédits et la prospection de nouveaux clients. L'interdiction de circuler à moto en raison de l'insécurité est un frein pour les agents du SFD, mais également pour l'activité économique des clients.

**Au Burkina Faso,
54%
des réfugiés
internes
sont
des femmes.**

CONSÉQUENCES DE L'INSÉCURITÉ

MALI

**SORO
YIRIWASO**

Fermeture de 3 zones de travail

DIMINUTION DES OCTROIS DE CRÉDITS

-77%

DIMINUTION DU NOMBRE DE CLIENTS

-60%

MALI

**KONDO
JIGIMA**

Fermeture de 4 caisses

ACTIVITÉ FORTEMENT AFFECTÉE

BURKINA

DISPARITION DE 32 VILLAGES

APFI

Portefeuille touché

CRÉDITS EN COURS

-300 MILLIONS FCFA

ÉPARGNE COLLECTÉE

-60%

BURKINA

ATTAQUES TERRORISTES

UBTEC

Fermeture de 3 agences

UNE AGENCE CAMBRIOLÉE

NIGER

INTERDICTION DE CIRCULER À MOTO

GOMNI-KA

Suspension d'activités

~~**PROMOTION
SENSIBILISATION
SUIVI ET RECOUVREMENT DES CRÉDITS
PROSPECTION DE NOUVEAUX CLIENTS**~~

| L'insécurité entraîne des difficultés au niveau de la gestion des opérations.

Les agents ne peuvent plus circuler à moto pour les visites de terrain qui sont de plus en plus risquées. Dans certaines situations, le personnel

est fortement démotivé. Certains SFD évoquent même la psychose et le manque de confiance envers les clients : « on ne sait plus qui est qui ».

| Des marchés populaires moins fréquentés

La multiplication d'attaques terroristes a entraîné une baisse de fréquentation des marchés et ralenti en particulier les activités génératrices de revenus des femmes qui constituent souvent la majorité des clientes des SFD : la commercialisation des produits agricoles frais comme l'oignon, la tomate, la pomme de terre et le poivron est affectée, de même que les activités d'embouche.

La crise sanitaire liée au COVID-19 a renforcé ces différentes tendances. En particulier, l'activité économique a connu un très net ralentissement, avec comme conséquences pour les systèmes financiers décentralisés, moins de volumes de crédits déboursés, quasiment plus d'épargne nouvelle collectée et des retraits massifs des dépôts et une dégradation de la qualité du portefeuille. C'est généralement le secteur informel qui est le plus touché par les mesures anti-COVID.

A titre d'exemple, suite au COVID, au 31 mai 2020, SORO YIRIWASO (Mali) a constaté un ralentissement de 22% des opérations de dépôts et une augmentation de 25% des retraits d'épargne.

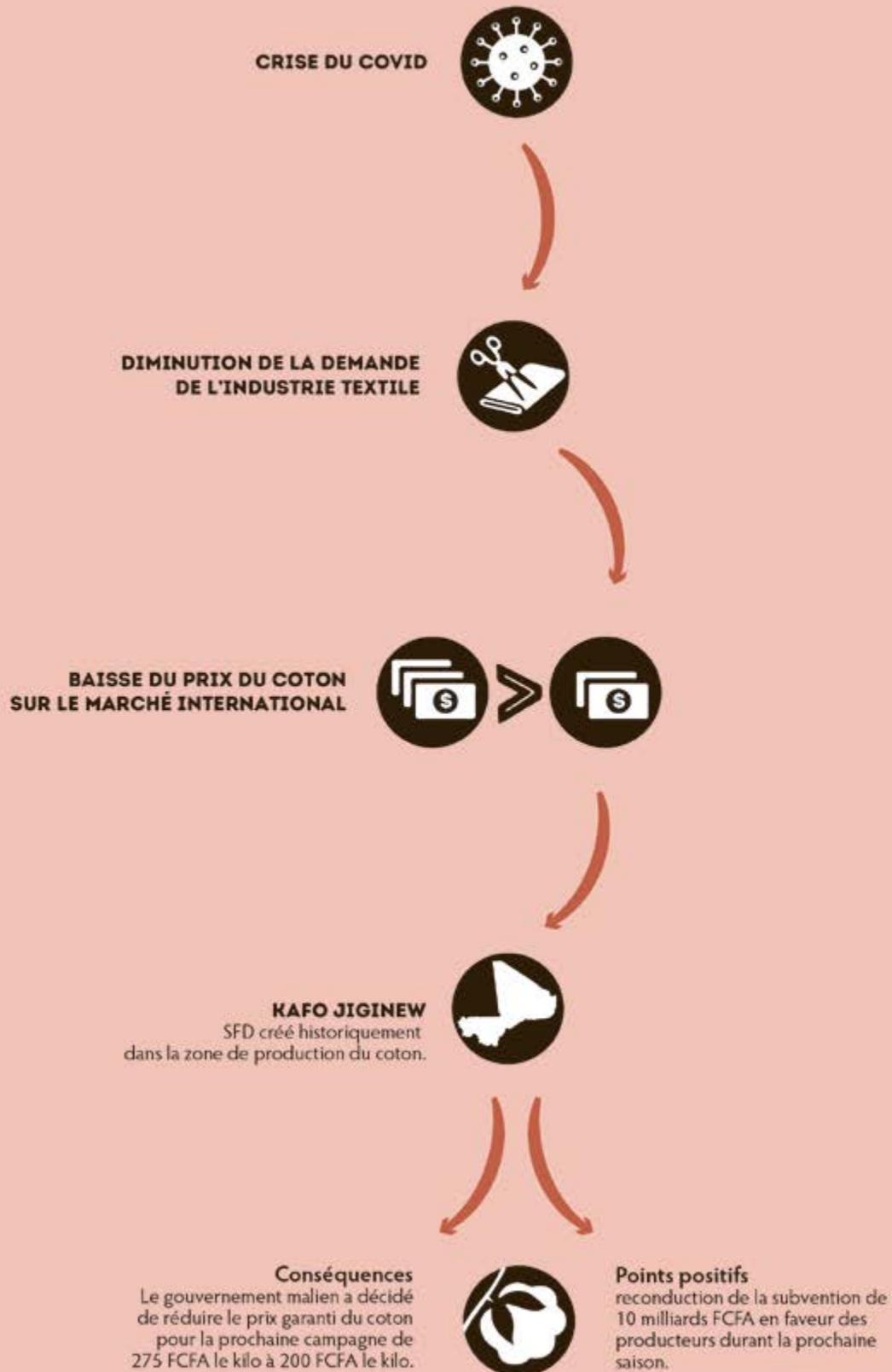
De son côté, KAFO JIGINEW (Mali), SFD créé historiquement dans la zone de production du coton au Mali risque d'être fort affecté en 2020.

En effet, il y a un grand risque de diminution de la demande de l'industrie textile suite à la crise du COVID et donc du maintien de tendance à la baisse du prix du coton sur le marché international. Le gouvernement malien a dès lors décidé de réduire le prix garanti du coton pour la prochaine campagne de 275 FCFA (0,42 €) le kilo à 200 FCFA (0,30 €) le kilo. En dépit de cette mauvaise conjoncture mondiale, l'exécutif compte reconduire sa subvention de 10 milliards FCFA (15.244.902 €) en faveur des producteurs durant la prochaine saison.

Au Niger, les mesures prises contre le COVID (confinement, couvre-feu, fermeture des frontières) ont généré un net ralentissement, voire un arrêt de l'activité économique des clients, ce qui a eu des conséquences sur les SFD : des impayés liés à la dégradation de la situation financière des bénéficiaires de crédit, une réduction de l'activité d'épargne et de crédit et des retraits massifs de fonds par les clients occasionnant des tensions de trésorerie chez certains SFD

Le gouvernement malien a décidé de réduire le prix garanti du coton pour la prochaine campagne.

LE CAS DE KAFO JIGINEW



LA RÉACTION DES SFD : ENTRE STRATÉGIE DÉFENSIVE ET NOUVELLES OPPORTUNITÉS

- | Les SFD ont adapté leur mode d'opération : la distribution des financements est plus centralisée : ce sont les clients qui doivent se déplacer, vers les agences dont les horaires d'ouverture sont limités. Les agents ne se déplacent quasiment plus sur le terrain, sauf à proximité des villes.
- | La sécurisation des agences a été renforcée : présence de vigiles de sécurité, installation de caméras de surveillance et consolidation des chambres fortes. Ces démarches impliquent une augmentation des coûts, alors que l'activité et la rentabilité sont déjà clairement touchées.
- | Les SFD adoptent plutôt une stratégie de consolidation que de croissance ; souvent, les investissements prévus sont reportés ; la planification stratégique est revue et adaptée en fonction de l'insécurité. Dans certaines situations de forte tension sur le SFD, un plan de redressement est adopté. C'est ainsi qu'APFI a complètement redimensionné son réseau de distribution en passant de plus de 100 points de contact à 45.
- | Certains SFD font le choix de redéployer leurs activités vers des zones moins touchées par l'insécurité.
- | Dans le contexte d'une crise aggravée par la pandémie du COVID-19, certains SFD, suite à l'avis 008-04-2020 de la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO)¹, ont reporté des échéances de crédits en faveur de leurs clients pour 3 mois renouvelables et la première fois sans frais, ni intérêts de retards, ni pénalités.
- | Au Niger, l'association professionnelle APSFD a entrepris des démarches auprès de l'État afin d'obtenir une subvention d'équilibre afin d'atténuer l'impact du COVID sur les activités de microfinance au Niger, et a aussi sollicité la mise en place d'une ligne de crédit à des taux préférentiels pour aider les SFD à redémarrer leurs activités.

La sécurisation
des agences
implique une
augmentation des
coûts,
alors que
l'activité et la
rentabilité sont
déjà clairement
touchées.

¹ Cet avis de la BCEAO instaure un certain nombre de mesures en faveur des SFD affectés par la pandémie du COVID-19.



DES RÉPONSES D'AVENIR

- | Plusieurs SFD mentionnent les nouvelles technologies, et en particulier le recours à la finance digitale pour avoir des opérations plus sécurisées sans circulation de cash. KONDO JIGIMA mentionne ainsi la collaboration prévue avec la FinTech¹ malienne Sama Money : transferts d'argent et paiements mobiles via WhatsApp. Au Burkina, MUFEDE va travailler avec YUP (Société Générale) et Orange Money. Ce recours à la finance digitale est mentionné plusieurs fois comme une manière pour les SFD de canaliser des fonds d'urgence et de développement qui seraient consacrés aux zones les plus touchées par l'insécurité.
- | Plusieurs SFD parlent d'intensifier l'éducation financière des clients, notamment en matière de gestion des risques sécuritaires.
- | D'autres ont lancé l'identification et la formation de relais communautaires (des animateurs endogènes) pour pouvoir poursuivre l'activité dans des zones d'insécurité.



Le recours
à la finance digitale
peut être une
manière pour les
SFD
de canaliser
des fonds
d'urgence et de
développement.

¹ Entreprise utilisant la technologie pour améliorer les activités financières.

CONCLUSION

La situation d'insécurité dans plusieurs pays sahéliens existe depuis maintenant quasiment 10 années. Les avis divergent quant à savoir s'il s'agit d'une situation structurelle ou non. Certains sont sans doute plus optimistes que d'autres Mais il est clair que la question est à la fois géopolitique et liée aussi au développement de ces différents pays, en particulier pour proposer un avenir digne de ce nom à une population très jeune.

Les informations qui remontent du secteur des systèmes financiers décentralisés sont cependant préoccupantes et la crise liée à la pandémie du COVID-19 ne va pas arranger les choses.

Mais on observe aussi une grande résilience du secteur, avec une combinaison d'approches plutôt défensives liées à l'insécurité, mais aussi la mise en place de dispositifs créatifs et innovants pour maintenir l'activité dans des zones plus touchées par l'insécurité.

Ce numéro de ZOOM MICROFINANCE a été rédigé par Marc Mees (Gestion des connaissances) avec l'appui de Christophe Brismé (Service appui partenaires).

Il s'appuie sur des contributions reçues des associations professionnelles de SFD du Mali et du Niger et de 9 SFD du Burkina (ABF FADA, APFI, CEC-KANTCHARI, MUFEDE et UBTEC), du Mali (KAFO JIGINEW, KONDO JIGIMA et SORO YIRIWASO) et du Niger (GOMNI-KA).

Éditeur responsable
Olivier Hauglustaine,
4 rue aux Laines,
B-1000 Bruxelles
(Belgique)

Coordination
Marc Mees
mme@sosfaim.org
T 32 (0)2 548 06 70
info.be@sosfaim.org
www.sosfaim.be

Graphisme
www.marmelade.be
Zoom Microfinance
est imprimé sur du papier
recyclé

Zoom Microfinance
est réalisé avec le soutien
de la Direction générale
de la Coopération
internationale de Belgique.
Les opinions représentées
dans la présente
publication n'engagent
que leurs auteurs.





SOS FAIM AGIR AVEC LE SUD

4 rue aux Laines, B-1000 Bruxelles (Belgique) |

T 32-(0)2-548.06.70 | F 32-(0)2-514.47.77 | info.be@sosfaim.org